

Unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 12 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/10/2025

Contexte et constats

Publié sur 

SMICTOM SE

28 rue Pierre et Marie Curie
35500 Vitré

Références : UD35/2026-27
Code AIOT : 0005519446

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2025 dans l'établissement SMICTOM SE implanté ZA La Hutte aux Renards 35410 Châteaugiron. L'inspection a été annoncée le 12/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été programmée dans le cadre du Programme Pluriannuel de Contrôle (PPC). Elle a été prévenue le 12 août 2025 et réalisée un jour de fermeture au public.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMICTOM SE
- ZA La Hutte aux Renards 35410 Châteaugiron
- Code AIOT : 0005519446
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette déchetterie appartient au Smictom Sud-Est. Elle est classée en tant qu'installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, sous le régime de l'Autorisation. Elle contient également une station de broyage de déchets verts. La plateforme est gérée par des agents du Smictom Sud-Est.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déchets sortants	Arrêté Préfectoral du 11/04/2016, article Art.9.2.2	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
2	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 11/04/2016, article art.1.2.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 11/04/2016, article art.4.3.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art. 22-1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 11/04/2016, article Art. 7.4.1-III	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Distances pour stockage de déchets verts	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Art. 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Rejets des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 11/04/2016, article art.4.3.9	Sans objet
6	Prévention des accidents	Arrêté Préfectoral du 11/04/2016, article Art. 7.3.1	Sans objet
8	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 11/04/2016, article Art.8.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien entretenu et aménagé de façon à permettre la collecte séparée des déchets. Quelques rares défauts de tri ont pu être observé lors de la visite (benne à métaux, aire à gravats). Il a également été constaté certains écarts de fonctionnement par rapport au projet initialement autorisé.

Une mise à jour des informations est nécessaire concernant notamment la non mise en place de la collecte de l'amiante. Charge à l'exploitant d'informer l'Inspection de toutes les évolutions venant modifier les conditions d'exploitation autorisées.

Par ailleurs, l'exploitant ne répond pas à l'exigence de traçabilité des déchets non dangereux ce qui constitue une non-conformité majeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2016, article Art.9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">• la date de l'expédition du déchet ;• la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;• la quantité du déchet sortant ;• le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;• le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement;• le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ; [...] <ul style="list-style-type: none">• le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ;• la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant n'a pas établi et ne tient pas à jour de registre des déchets sortants. L'exploitant utilise trackdéchets pour le suivi des déchets dangereux sortant mais n'a pas de registre pour le suivi de déchets non dangereux. L'exploitant récupère l'ensemble des bons de sortie des déchets non dangereux et les archives au siège du syndicat. Les enlèvements pouvant avoir lieu en dehors des heures de présence des agents les bordereaux ne sont pas visé systématiquement et peuvent comporter des erreurs (absence de certaines informations).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection demande à l'exploitant de mettre en place un registre des déchets sortants conformément aux articles r.541-42 à r.541-48 du code de l'environnement ainsi qu'une procédure de contrôle des bordereaux afin de garantir la traçabilité des déchets émis.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2016, article art.1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, nature et volume des installations
Prescription contrôlée : 2710-1 : Installation de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets : Capacité de stockage de déchets dangereux = 37,2 t 2710-2 : Installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets : Capacité de stockage de déchets non dangereux = 1 148 m ³ 2791 : Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782, broyage de déchets verts sur une aire séparée de 600 m ²
Constats : La plateforme est aménagée conformément aux prescriptions. Toutefois l'exploitant déclare qu'il n'y a jamais eu de bennes amiantes mise en place sur le site. Le panneau situé à l'entrée du site indique bien que l'amiante n'est pas admise sur le site et aucune benne amiante n'y est présente. Lors du contrôle, l'exploitant n'a pu ouvrir le local de stockage des DDS. L'exploitant a en effet mis en place un nouveau système de fermeture sécurisé face aux intrusions récurrentes de personnes malveillantes sur le site. A la suite du contrôle, l'exploitant a envoyé des photos de ce local pour justifier de sa situation. Les aménagements du local n'appellent pas de remarques particulières. Lors de la visite d'inspection, la surface occupée par les déchets verts était conforme à la surface autorisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant : > de transmettre un porter à connaissance afin de régulariser sa situation administrative concernant l'acceptation de l'amiante sur le site, et de se positionner sur le classement de son aire de broyage entre la rubrique 2791 traitement de déchets non dangereux et la rubrique 2794 broyage de déchets végétaux non dangereux. > de justifier la surface réellement utilisée pour le stockage des déchets de végétaux et d'en matérialiser les limites pour garantir le respect des prescriptions.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2016, article art.4.3.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement des points de prélèvements
Prescription contrôlée : Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : L'arrêté préfectoral indique 2 points de rejets : <ul style="list-style-type: none">- un premier correspondant à la plateforme déchets vert- un second correspondant à la plateforme de recueil des eau pluviales de toitures, de voiries, etc Lors de la visite, l'exploitant n'a présenté qu'un seul point de prélèvement de rejet des effluents.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre un plan de collecte des effluents à jour faisant apparaître le ou les points de prélèvement et de faire les démarches nécessaires pour qu'il y ait une concordance avec la réalité de terrain.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : rejets des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2016, article art.4.3.9																																					
Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet																																					
Prescription contrôlée :																																					
L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies.																																					
	<table><tr><th rowspan="2">Paramètres</th><th>Rejet N°1</th><th>Rejet N°2</th></tr><tr><th>Concentration maximale</th><th>Concentration maximale</th></tr><tr><td>MES</td><td>100 mg/l</td><td>100 mg/l</td></tr><tr><td>DBO5</td><td>100 mg/l</td><td>100 mg/l</td></tr><tr><td>DCO</td><td>300 mg/l</td><td>300 mg/l</td></tr><tr><td>Indice phénols</td><td>-</td><td>0,3 mg/l</td></tr><tr><td>Chrome hexavalent</td><td>-</td><td>0,1 mg/l</td></tr><tr><td>Cyanures totaux</td><td>-</td><td>0,1 mg/l</td></tr><tr><td>AOX</td><td>-</td><td>5 mg/l</td></tr><tr><td>Arsenic</td><td>-</td><td>0,1 mg/l</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>-</td><td>10 mg/l</td></tr><tr><td>Métaux totaux</td><td>-</td><td>15 mg/l</td></tr></table>		Paramètres	Rejet N°1	Rejet N°2	Concentration maximale	Concentration maximale	MES	100 mg/l	100 mg/l	DBO5	100 mg/l	100 mg/l	DCO	300 mg/l	300 mg/l	Indice phénols	-	0,3 mg/l	Chrome hexavalent	-	0,1 mg/l	Cyanures totaux	-	0,1 mg/l	AOX	-	5 mg/l	Arsenic	-	0,1 mg/l	Hydrocarbures totaux	-	10 mg/l	Métaux totaux	-	15 mg/l
Paramètres	Rejet N°1	Rejet N°2																																			
	Concentration maximale	Concentration maximale																																			
MES	100 mg/l	100 mg/l																																			
DBO5	100 mg/l	100 mg/l																																			
DCO	300 mg/l	300 mg/l																																			
Indice phénols	-	0,3 mg/l																																			
Chrome hexavalent	-	0,1 mg/l																																			
Cyanures totaux	-	0,1 mg/l																																			
AOX	-	5 mg/l																																			
Arsenic	-	0,1 mg/l																																			
Hydrocarbures totaux	-	10 mg/l																																			
Métaux totaux	-	15 mg/l																																			
Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.																																					
Constats :																																					
L'exploitant a transmis au préalable les résultats de l'analyse éditée pour un seul point de rejet le 10/01/2025. Cela concerne le point de rejet correspondant à la plateforme drainant les eaux de voirie. Les valeurs des différents paramètres analysés pour ce point de rejet sont conformes. Le point de rejet des eaux de la plateforme des déchets verts indiqué sur le plan des réseaux n'a pas été analysé. Ce constat renvoie à la demande de l'Inspection pour le point de contrôle n°3.																																					
Type de suites proposées : Sans suite																																					

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article Art. 22-1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</p> <p>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - les plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ; - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 3 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; « - les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des zones de réception de déchets, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes ; » - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.
<p>Constats :</p> <p>Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis un plan du site faisant apparaître la borne incendie, les vannes de confinements, la fosse septique et un déshuileur/débourbeur.</p> <p>L'Inspection fait remarquer à l'exploitant que cela ne correspond pas aux documents attendus par la prescription.</p> <p>L'exploitant déclare qu'il va faire appel à un bureau d'étude spécialisé afin de les accompagner dans la rédaction et la mise en place de ce PDI.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit établir un plan de défense conforme à la prescription applicable et le transmettre à l'Inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2016, article Art. 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. [...]
Constats : Le dernier rapport de contrôle des installations électriques daté du 14/01/25 a été transmis à l'Inspection préalablement à la visite comme demandé lors de l'annonce. Le rapport fait apparaître quelques non conformités dont certaines avaient déjà été signalées en 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2016, article Art. 7.4.1-III
Thème(s) : Risques accidentels, rétentions et confinement
Prescription contrôlée : III. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Le volume nécessaire à ce confinement est de : - 170 m3 pour les eaux d'extinction d'incendie des plate-forme haute et basse de la déchetterie ; - 124 m3 pour les eaux d'extinction d'incendie de la plate-forme de déchets verts. Le confinement des eaux d'extinction d'incendie des plate-forme haute et basse de la déchetterie s'effectue par une vanne placée en aval du bassin. Le confinement des eaux d'extinction d'incendie de la plate-forme de déchets verts s'effectue par une vanne placée en amont du séparateur à hydrocarbures. [...]
Constats : L'Inspection a pu constater la présence de 2 vannes de confinement comme indiqué sur le plan des réseaux. La rétention de « 124 m3 pour les eaux d'extinction d'incendie de la plate-forme de déchets verts » n'a pas pu être concrètement évaluée sur le terrain.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre les éléments permettant de localiser correctement l'aire de confinement des eaux de la plateforme des végétaux et dans justifier la configuration ainsi que le volume.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2016, article Art.8.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, prévention des chutes et des collisions
Prescription contrôlée : Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zone possible de dépôts de déchets. I. - Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre bas. Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers. [...]
Constats : Un marquage au sol définissant les zones de circulation est présent. Les zones de déchargement situées en surplomb des bennes de collectes sont toutes aménagées avec un acrotère servant de parapet. Des panneaux signalant le risque de chute sont affichés à divers endroits visible de la plateforme. La déchetterie est aménagée de façon à avoir deux zones de circulations distinctes entre les circulations des usagers et celles des exploitants.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Distances pour stockage de déchets verts

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Art. 5
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation
Prescription contrôlée : Les distances sont au minimum soit celles calculées par la méthode FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A), soit celles calculées par des études spécifiques. Les parois extérieures du bâtiment fermé où sont entreposés ou manipulés des déchets, les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m2) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.
Constats : La zone de stockage des déchets vert est situé à moins de 20m de l'enceinte de l'établissement. Le tas de végétaux avait été resserré avant la visite d'inspection et atteignait la hauteur du mur de protection érigé le long de la clôture.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection demande à l'exploitant : > de gérer la hauteur du tas de végétaux afin de pouvoir contenir à l'intérieur de l'installation les effets d'un incendie qui surviendrait sur la plateforme de végétaux ; > de lui transmettre les éléments attestant de la conformité, du système constructif de la plateforme, à la maîtrise du risque incendie
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

Planche photographique



État du local DDS qui n'a pu être ouvert par l'exploitant lors du contrôle



Stockage des gravats

Sèche transports
Société gérée conjointement

N° 323569

01 - CHARGE
02 - 43 98 60 30
03 - LE VÉRIFIANT
04 - 43 98 60 30

Date: 21/06/25
Heure: 14h50

BON DE PASSAGE

Pro: ☒ Remise: ☐ Enlèvement: ☐

Client / Lieu d'origine: Vale Viree

Transporteur: Legne 07870 55
Immatriculature du véhicule: 81216001

N° de la benne: A3000 024

Type de matière:	
<input type="checkbox"/> Déchets verts	<input type="checkbox"/> 10 m³
<input type="checkbox"/> Gypse	<input type="checkbox"/> 20 m³
<input type="checkbox"/> Brique	<input type="checkbox"/> 30 m³
<input type="checkbox"/> Plâtre	<input type="checkbox"/> 40 m³
<input type="checkbox"/> Bois	<input type="checkbox"/> 50 m³
<input type="checkbox"/> Incombustibles	<input type="checkbox"/> 60 m³
<input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> 70 m³

N° de bordereau: 10

Type de transport: Soit: ☒ Non ☐ Oui

Partenaire agréé lors du transport: Oui ☐ Non ☒

Exécution: Hiveres

Observations:

Le client reconnaît que le matériel ci-dessus est en bon état et correspond à sa demande.

Signature du Client: [Signature]

Signature du Chauffeur: [Signature]

Exemplaire Blanc - Client / Rose - Exploitation / Jaune - Sèche

Bon d'enlèvement faisant office de registre



Zone de rétention théorique de la plateforme des déchets verts



de stockage et quantité de déchets verts stockés sur site le jour du contrôle

H
ut
ur